

No. 33791

**FRANCE
and
ROMANIA**

**Agreement on the reciprocal promotion and protection of
investments (with protocol). Signed at Paris on 21 March
1995**

Authentic texts: French and Romanian.

Registered by France on 19 May 1997.

**FRANCE
et
ROUMANIE**

**Accord sur l'encouragement et la protection réciproques des
investissements (avec protocole). Signé à Paris le 21 mars
1995**

Textes authentiques : français et roumain.

Enregistré par la France le 19 mai 1997.

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE ROUMANIE SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Roumanie, ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements français en Roumanie et roumains en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1

Pour l'application du présent accord :

1. Le terme "investissement" désigne tous les avoirs, tels que les biens, droits et intérêts de toutes natures et, plus particulièrement mais non exclusivement :

a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et tous autres droits analogues ;

b) les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;

c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique ;

d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle (tels que brevets d'invention, licences, marques déposées, modèles et maquettes industrielles), les procédés techniques, les noms déposés et la clientèle ;

e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes.

étant entendu que lesdits avoirs doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est effectué, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé.

¹ Entré en vigueur le 20 juin 1996 par notification, conformément à l'article 11.

2. Le terme de "nationaux" désigne :

- en ce qui concerne la République Française, les personnes physiques possédant la nationalité française ;

- en ce qui concerne la Roumanie, les personnes physique possédant la citoyenneté roumaine.

3. Le terme de "sociétés" désigne toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes merales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

4. Le terme de "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement, telles que bénéfices, dividendes, redevances ou intérêts, durant une période donnée.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

5. Le présent accord s'applique au territoire de chacune des Parties contractantes ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties contractantes, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de chacune des Parties contractantes et sur lesquels elles ont, en conformité avec le Droit international, des droits souverains et une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.

ARTICLE 2

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements effectués par les nationaux et sociétés de l'autre Partie sur son territoire et dans sa zone maritime.

ARTICLE 2

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer, sur son territoire et dans sa zone maritime, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu à un traitement juste et équitable ne soit entravé ni en droit, ni en fait.

Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autonsation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante, au titre d'un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

ARTICLE 4

Chaque Partie contractante applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses nationaux ou sociétés, ou le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la Nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux. A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des Parties

contractantes doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux nationaux ou sociétés d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

Les dispositions de cet Article ne s'appliquent pas aux questions fiscales.

ARTICLE 5

1. Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières, qui seront mises en oeuvre conformément aux principes du présent Accord.

2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les nationaux et sociétés de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leur zone maritime, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

Les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant, égal à la valeur réelle des investissements concernés, doit être évalué par rapport à une situation économique normale et antérieure à toute menace de dépossession.

Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt de marché approprié.

3. Les nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou sociétés ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

ARTICLE 6

Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, accorde à ces nationaux ou sociétés le libre transfert :

- a) des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants ;
- b) des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettres d) et e) de l'Article 1 ;
- c) des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés ;

d) du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi ;

e) des indemnités de dépossession ou de perte prévues à l'Article 5, paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert.

ARTICLE 7

Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est autant que possible, réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé et si l'investisseur le demande, il est soumis à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965¹.

ARTICLE 8

1. Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

2. Les investissements des nationaux et sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

3. Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses nationaux ou à l'une de ses sociétés, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de ce national ou de cette société.

4. Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir au C.I.R.D.I. ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

ARTICLE 9

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 575, p. 159.

dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

ARTICLE 10

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique.

2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage.

3. Ledit tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante : chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un Etat tiers qui est nommé Président du tribunal par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations-Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5. Le tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties Contractantes.

ARTICLE 11

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

L'accord est conclu pour une durée initiale de dix ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

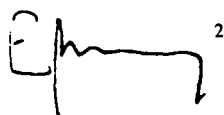
A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de vingt ans.

ARTICLE 12

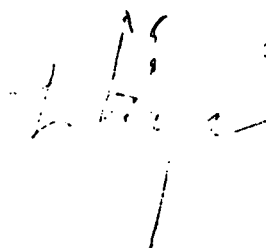
Le présent accord annule et remplace, à compter de son entrée en vigueur, la Convention entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie sur l'encouragement, la protection et la garantie réciproques des investissements signée à Paris le 16 décembre 1976¹.

FAIT à Paris, le 21 mars 1995 en deux originaux, chacun en langue française et en langue roumaine, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'E' followed by a series of connected loops and a final downward stroke. A small number '2' is written to the right of the signature.

Pour le Gouvernement
de Roumanie :

A handwritten signature in black ink, featuring a prominent vertical stroke on the left side and several smaller, more complex strokes to the right. A small number '3' is written to the right of the signature.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1111, p. 69.

² Edmond Alphandéry.

³ Florin Georgescu.

PROTOCOLE

Lors de la signature de l'accord ce même jour entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Roumanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, les Parties contractantes sont également convenues des dispositions suivantes, qui font partie intégrante de l'accord :

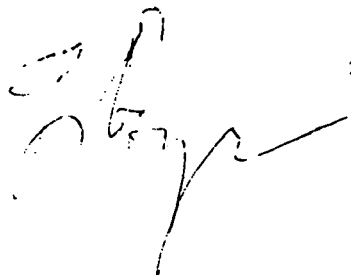
En ce qui concerne l'article 3 :

Sont considérées comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable, toute restriction à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue.

Pour le Gouvernement
de la République française :



Pour le Gouvernement
de Roumanie :



¹ Edmond Alphandéry.

² Florin Georgescu.

[ROMANIAN TEXT — TEXTE ROUMAIN]

ACORD INTRE GUVERNUL REPUBLICII FRANCEZE SI GUVERNUL ROMANIEI PRIVIND PROMOVAREA SI PROTEJAREA RECIPROCA A INVESTITIILOR

Guvernul Republicii Franceze si Guvernul Romaniei denumite in continuare "Partile Contractante".

Dorind sa intareasca cooperarea economica intre cele doua state si sa creeze conditii favorabile pentru investitiile franceze in Romania si romanesti in Franta.

Fiind incredintate ca promovarea si protejatea acestor investitii sunt de natura sa stimuleze transferurile de capitaluri si de tehnologie intre cele doua tari, in interesul dezvoltarii lor economice,

Au convenit dispozitiile urmatoare :

ARTICOLUL 1

In aplicarea prezentului acord:

1. Termenul "investitie" desemneaza toate activele, ca bunuri, drepturi si interese de orice natura si in special, dar nu exclusiv:

a) bunuri mobile si imobile, precum si orice alte drepturi reale ca ipotecile, privilegiile, uzufructul, garantiile si orice alte drepturi analoge;

b) actiunile, primele de emisiune si alte forme de participare, chiar minoritare sau indirecte, la societatile constituite pe teritoriul uneia dintre Partile Contractante;

c) obligatiunile, creantele si drepturile asupra tuturor prestatiiilor avand valoare economica;

d) drepturile de autor, drepturile de proprietate industriala (ca brevete de inventie, licente, marci inregistrate, modele si machete industriale), procedeele tehnice, numele inregistrate si good-will;

e) concesiunile acordate prin lege sau in virtutea unui contract, in special concesiunile legate de prospectarea, cultivarea, extractia sau exploatarea resurselor naturale, inclusiv cele care se situeaza in zona maritima a Partilor Contractante,

intelegandu-se ca activele amintite trebuie sa fie sau sa fi fost investite conform legislatiei Partii Contractante in al carei teritoriu sau zona maritima a fost efectuata investitia, inainte sau dupa intrarea in vigoare a prezentului acord.

Orice modificare a formei de investire a activelor nu afecteaza caracterul lor de investitie, cu conditia ca aceasta

modificare sa nu fie contrara legislatiei Partii Contractante pe al carei teritoriu sau zona maritima s-a realizat investitia.

2. Termenul "nationali" desemneaza:

- in ceea ce priveste Republica Franta, persoanele fizice care au nationalitatea franceza
- in ceea ce priveste Romania, persoanele fizice care au cetatenia romana.

3. Termenul "societati" desemneaza orice persoana juridica constituita pe teritoriul uneia din Partile Contractante, in conformitate cu legislatia acesteia si avand sediul sau social pe teritoriul acesteia, sau controlata direct sau indirect de catre nationali ai unei Partii Contractante, sau de catre persoane juridice care isi au sediul social pe teritoriul uneia dintre Partile Contractante si sunt constituite in conformitate cu legislatia acesteia.

4. Termenul "venituri" desemneaza orice sume, produse de o investitie, ca beneficii, dividende, redevente sau dobanzi, pe durata unei perioade de timp.

Veniturile provenite din investitie si, in caz de reinvestire, veniturile provenite din reinvestirea lor se bucura de aceeasi protectie ca si investitia.

5. Prezentul acord se aplica pe teritoriul fiecareia dintre Partile Contractante ca si in zona maritima a fiecareia dintre Partile Contractante, definita in continuare ca zona economica si platoul continental care se intind dincolo de limita apelor teritoriale ale fiecarei Partii Contractante si asupra carora ele exercita, in conformitate cu dreptul international, drepturi suverane si o jurisdicție in scopul prospectarii, exploatareii si prezervării resurselor naturale.

ARTICOLUL 2

Fiecare Parte Contractanta admite si incurajeaza, in cadrul legislatiei sale si al dispozitiilor prezentului acord, investitiile efectuate de nationali si societati ale celeilalte Partii Contractante, pe teritoriul sau si in zona sa maritima.

ARTICOLUL 3

Fiecare Parte Contractanta se angajeaza sa asigure, pe teritoriul sau si in zona sa maritima, un tratament just si echitabil, conform principiilor dreptului international, investitiilor nationalilor si societatiilor celeilalte Partii si sa faca in asa fel ca exercitarea dreptului astfel recunoscut la un tratament just si echitabil sa nu fie impiedicata nici in drept nici in fapt.

Partile Contractante vor examina cu bunavointa, in cadrul legislatiei lor interne, cererile de intrare si de autorizare de sedere, de lucru si de circulatie, introduse de catre nationalii unei Parti Contractante, in cadrul unei investitii realizate pe teritoriul sau in zona maritima a celeilalte Parti Contractante.

ARTICOLUL 4

Fiecare Parte Contractanta aplica, pe teritoriul sau si in zona sa maritima, nationalilor sau societatilor celeilalte Parti, in ceea ce priveste investitiile lor si activitatile legate de aceste investitii, un tratament nu mai putin favorabil decat cel acordat propriilor sai nationali sau societati, sau tratamentul acordat nationalilor sau societatilor beneficiare ale tratamentului natiunii celei mai favorizate, daca acesta este mai avantajos. Pe aceasta baza, nationalii autorizati sa lucreze pe teritoriul si in zona maritima a uneia dintre Partile Contractante trebuie sa poata beneficia de facilitatile materiale necesare pentru exercitarea activitatilor lor profesionale.

Acest tratament nu se extinde totusi asupra avantajelor pe care o Parte Contractanta le acorda nationalilor sau societatilor unui stat tert, in virtutea participarii sau asocierii sale la o zona de liber schimb, o uniune vamala, o piata comuna sau oricare alta forma de organizatie economica regionala.

Prevederile acestui articol nu se aplica in domeniul fiscal.

ARTICOLUL 5

1. Investitiile efectuate de catre nationali sau societati ai uneia dintre Partile Contractante beneficiaza, pe teritoriul si in zona maritima a celeilalte Parti Contractante, de o protectie si o siguranta deplina si integrala, care vor fi puse in practica conform principiilor prezentului Acord.

2. Partile Contractante nu vor lua masuri de expropriere sau nationalizare sau orice alte masuri al caror efect este de a deposeda, direct sau indirect, pe nationalii si societatile celeilalte Parti, de investitiile care le apartin, pe teritoriul si in zona lor maritima, decat in caz de utilitate publica si cu conditia ca aceste masuri sa nu fie nici discriminatorii nici contrare unui angajament special.

Masurile de deposedare care ar putea fi luate trebuie sa se faca cu plata unei despagubiri prompte si adecvate al carei nivel, egal cu valoarea reala a investitiilor respective, trebuie sa fie evaluat in raport cu o situatie economica normala si anterioara oricarei amenintari de deposedare.

Aceasta despagubire, nivelul sau si modalitatile de varsamant sunt fixate cel mai tarziu la data deposedarii. Aceasta despagubire va fi realizabila efectiv, varsata fara intarziere si liber transferabila. Ea produce, pana la data varsamantului, dobanzi calculate la rata in vigoare a pietei respective.

3. Nationalii sau societatile uneia dintre Partile Contractante ale caror investitii au suferit pierderi datorate razboiului sau oricarui alt conflict armat, revolutiei, starii de necesitate nationala sau revoltei survenite pe teritoriul sau in zona maritima a celeilalte Parti Contractante, vor beneficia, din partea acesteia din urma, de un tratament nu mai putin favorabil decat cel acordat propriilor sai nationali sau societati sau beneficiarilor tratamentului natiunii celei mai favorizate.

ARTICOLUL 6

Fiecare Parte Contractanta, pe teritoriul sau in zona maritima a careia au fost efectuate investitii de catre nationali sau societati ai celeilalte Parti Contractante, acorda acestor nationali sau societati transferul liber:

- a) al dobanzilor, dividendelor, beneficiilor si altor venituri curente;
- b) al redeventelor decurgand din drepturile necorporale desemnate la paragraful 1, literele d) si e) din Articolul 1;
- c) al varsamintelor efectuate pentru rambursarea imprumuturilor contractate in mod regulat;
- d) al rezultatului cesiunii sau lichidarii totale sau partiale a investitiei, inclusiv majorarile capitalului investit;
- e) al despagubirilor in urma deposedarii sau pierderii prevazute la Articolul 5, paragrafele 2 si 3 de mai sus.

Nationalii fiecareia dintre Partile Contractante care au fost autorizati sa lucreze pe teritoriul sau in zona maritima a celeilalte Parti Contractante, in cadrul unei investitii aprobate, sunt de asemenea autorizati sa transfere in tara lor de origine o cota parte corespunzatoare din remuneratia lor.

Transferurile mentionate in paragrafele precedente se vor efectua fara intarziere la cursul de schimb normal aplicabil in mod oficial la data transferului.

ARTICOLUL 7

Orice diferend referitor la investitii intre una dintre Partile Contractante si un national sau o societate a celeilalte

Parti Contractante se va reglementa, pe cat posibil, pe cale amiabila intre cele doua parti interesate.

Daca un astfel de diferend nu a putut fi reglementat intr-un interval de sase luni incepand de la data aparitiei sale si daca investitorul solicita aceasta, el va fi supus arbitrajului Centrului International pentru Reglementarea Diferendelor referitoare la Investitii (C.I.R.D.I.), creat prin Conventia pentru reglementarea diferendelor referitoare la investitii intre state si persoane ale altor state, semnata la Washington pe 18 martie 1965.

ARTICOLUL 8

1. In masura in care reglementarile uneia dintre Partile Contractante prevad o garantie pentru investitiile efectuate in strainatate, aceasta poate fi acordata, printr-o examinare de la caz la caz, investitiilor efectuate de catre nationali sau societati ale acestei Parti pe teritoriul sau in zona maritima a celeilalte Parti.

2. Investitiile nationalilor si societatilor uneia dintre Partile Contractante pe teritoriul sau in zona maritima a celeilalte Parti Contractante nu vor putea obtine garantia vizata la aliniatul de mai sus, decat daca au obtinut, in prealabil, acordul acestei din urma Parti.

3. Daca una dintre Partile Contractante, in virtutea unei garantii acordate pentru o investitie realizata pe teritoriul sau in zona maritima a celeilalte Parti, efectueaza varsaminte unuia dintre nationalii sai sau uneia dintre societatile sale, ea este, prin aceasta, subrogata in drepturile si actiunile acestui national sau acestei societati.

4. Aceste varsaminte nu afecteaza drepturile beneficiarului garantiei de a recurge la C.I.R.D.I. sau de a continua actiunile introduse la acesta, pana la incheierea procedurii.

ARTICOLUL 9

Investitiile care fac obiectul unui angajament special al uneia dintre Partile Contractante fata de nationali si societati ale celeilalte Parti Contractante sunt reglementate, fara a prejudicia prevederile prezentului acord, prin termenii acestui angajament, in masura in care acesta contine prevederi mai favorabile decat cele prevazute prin prezentul acord.

ARTICOLUL 10

1. Diferendele referitoare la interpretarea sau la aplicarea prezentului acord vor fi reglementate, pe cât posibil, pe cale diplomatică.

2. Dacă într-un interval de șase luni începând de la data cererii de reglementare făcută de una sau de către cealaltă dintre Partile Contractante, diferendul nu a fost reglementat, el va fi supus, la cererea uneia sau celeilalte Parti Contractante, unui tribunal arbitral.

3. Acest tribunal va fi constituit pentru fiecare caz în parte, în felul următor: fiecare Parte Contractantă desemnează un membru și cei doi membrii desemnează, de comun acord, un resortisant al unui stat tert care este numit Presedinte al tribunalului de către cele două Parti Contractante. Toți membrii trebuie să fie numiți într-un interval de două luni începând de la data la care una dintre Partile Contractante i-a comunicat celeilalte Parti Contractante intenția sa de a supune diferendul arbitrajului.

4. Dacă termenele fixate la paragraful 3 de mai sus nu au fost respectate, oricare Parte Contractantă, în absența oricarei alte înțelegeri, îl invită pe Secretarul General al Organizației Națiunilor Unite să facă numirile necesare. Dacă Secretarul General este resortisant al uneia dintre Partile Contractante sau dacă, dintr-un alt motiv, este împiedicat să exercite această funcție, Secretarul General adjunct cel mai vechi în funcție și neavând naționalitatea uneia dintre Partile Contractante, va face numirile necesare.

5. Tribunalul arbitral își ia deciziile cu majoritate de voturi. Aceste decizii sunt definitive și executorii de drept pentru Partile Contractante.

Tribunalul își stabilește propria procedură. El interpretează sentința la cererea oricarei Parti Contractante. Dacă tribunalul nu dispune altfel, ținând cont de circumstanțe speciale, cheltuielile pentru procedură arbitrală, inclusiv pentru arbitrii, vor fi repartizate în mod egal între Partile Contractante.

ARTICOLUL 11

Fiecare dintre Parti va notifica celeilalte îndeplinirea procedurilor interne necesare pentru intrarea în vigoare a prezentului acord, care va deveni efectiv la o lună de la primirea ultimei notificări.

Acordul este încheiat pentru o durată inițială de zece ani. El va rămâne în vigoare după acest termen, dacă una dintre Parti nu-l va denunța pe cale diplomatică, cu un preaviz de un an.

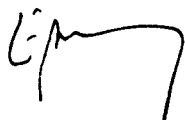
La expirarea perioadei de valabilitate a prezentului acord, investițiile efectuate pe timpul cât acesta a fost în vigoare vor continua să beneficieze de protecția prevederilor sale pentru o perioadă suplimentară de douăzeci de ani.

ARTICOLUL 12


Prezentul acord anulează și înlocuiește, începând de la intrarea sa în vigoare, Convenția între Guvernul Republicii Franceze și Guvernul Republicii Socialiste România privind promovarea, protejarea și garantarea reciprocă a investițiilor, semnată la Paris pe 16 decembrie 1976.

Incheiat la *Paris* la data de *21 martie 1995* în două originale, fiecare în limba franceză și limba română, ambele texte fiind egal autentice.

Pentru Guvernul
Republicii Franceze:



Pentru Guvernul
României:




PROTOCOL

La semnarea, in aceasta zi a Acordului intre Guvernul Republicii Franceze si Guvernul Romaniei privind promovarea si protejarea reciproca a investitiilor, Partile Contractante au convenit, de asemenea, urmatoarea prevedere care constituie o parte integranta a acordului :

In ceea ce priveste articolul 3 :

Sunt considerate ca piedici de drept sau de fapt de la tratamentul just si echitabil, orice restrictie privind cumpararea si transportul materiilor prime si materiilor auxiliare, energiei si combustibililor, ca si mijloacelor de productie si de exploatare de orice fel, orice piedica privind vanzarea si transportul produselor in interiorul tarii si in strainatate, ca si orice alte masuri avand un efect analog.

Pentru Guvernul
Republicii Franceze:



Pentru Guvernul
Romaniei:



[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF ROMANIA ON THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of Romania, hereinafter referred to as “the Contracting Parties”,

Desiring to reinforce economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in Romania and for Romanian investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed on the following provisions:

Article 1

For the purpose of this Agreement:

1. The term “investment” shall apply to assets such as property, rights and interests of any category and, particularly but not exclusively, to:

(a) Movable and immovable property and all other real rights such as mortgages, preferences, usufructs, sureties and any other, similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, albeit minority or indirect, in companies constituted in the territory of one Contracting Party;

(c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Copyrights, industrial property rights (such as patents for inventions, licences, registered trade marks, industrial models and designs), technical processes, registered trade names and goodwill;

(e) Concessions accorded by law or by virtue of a contract, including concessions for prospecting, cultivating, mining or developing natural resources, including those situated in the maritime zones of the Contracting Parties,

It being understood that the said assets shall be or shall have been invested in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made, before or after the entry into force of this Agreement.

Any change in the form in which assets are invested shall not affect their status as an investment, provided that the change is not contrary to the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

2. The term “nationals” shall apply:

- In the case of the French Republic, to individuals having French nationality;
- In the case of Romania, to individuals having Romanian citizenship.

¹ Came into force on 20 June 1996 by notification, in accordance with article 11.

3. The term “companies” shall apply to any body corporate constituted in the territory of one Contracting Party in accordance with its legislation and having its registered office there or controlled, directly or indirectly, by nationals of one Contracting Party or by bodies corporate having their registered office in the territory of one Contracting Party and constituted in accordance with that Party’s legislation.

4. The term “income” shall mean all the amounts yielded by an investment, such as profits, dividends, royalties or interest, during a given period.

Income from an investment and, in the event of reinvestment, income from its reinvestment shall enjoy the same protection as the investment itself.

5. This Agreement shall be applicable to the territory of each Contracting Party and to the maritime zone of each Contracting Party, hereinafter defined as the economic zone and the continental shelf, which extend beyond the limit of the territorial waters of each Contracting Party and over which it exercises, in accordance with international law, sovereign rights and jurisdiction for the purposes of prospecting, developing and preserving natural resources.

Article 2

Each Contracting Party shall permit and promote, in accordance with its legislation and with the provisions of this Agreement, investments made in its territory and maritime zone by nationals and companies of the other Party.

Article 3

Each Contracting Party undertakes to accord in its territory and maritime zone just and equitable treatment, in conformity with the principles of international law, to the investments of nationals and companies of the other Party and to ensure that the exercise of the right to just and equitable treatment so granted is not impeded either *de jure* or *de facto*.

The Contracting Parties, within the framework of their domestic legislation, shall give favorable consideration to applications for entry, stay, work and travel made by nationals of one Contracting Party in connection with an investment made in the territory or the maritime zone of the other Contracting Party.

Article 4

Each Contracting Party shall, in its territory and maritime zone, accord to nationals or companies of the other Party in respect of their investments and activities in connection with such investments, treatment which is no less favourable than that accorded to its nationals or companies, or the treatment accorded to nationals or companies of the most-favoured nation, if the latter is more advantageous. For this purpose, nationals who are authorized to work in the territory and the maritime zone of either Contracting Party shall be entitled to enjoy the material facilities appropriate for the exercise of their professional activities.

Such treatment shall not, however, include privileges which may be extended by a Contracting Party to the nationals or companies of a third State by virtue of its participation in or association with a free-trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

The provisions of this article shall not apply to fiscal matters.

Article 5

1. Investments made by nationals or companies of either Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zone of the other Contracting Party, in accordance with the principles of this Agreement.

2. The Contracting Parties shall not take any expropriation or nationalization measures or any other measures which could cause nationals and companies of the other Party to be dispossessed, directly or indirectly of the investments belonging to them in their territory and maritime zone, except for reasons of public necessity and on condition that such measures are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

Any dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation the amount of which, equal to the real value of the investments in question, shall be assessed on the basis of a normal economic situation prior to any threat of dispossession.

The amount and methods of payment of such compensation shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated on the basis of the appropriate market interest rate.

3. Nationals or companies of one Contracting Party whose investments have suffered losses as a result of war or any other armed conflict, revolution, state of national emergency or uprising in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall be accorded by the latter Party treatment which is no less favourable than that accorded to its own nationals or companies or to those of the most-favoured nation.

Article 6

A Contracting Party in whose territory or maritime zone investments have been made by nationals or companies of the other Contracting Party shall accord to the said nationals or companies freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other current income;
- (b) Royalties deriving from the intangible property listed in article 1, subparagraphs 1 (d) and 1 (e);
- (c) Payments made towards the repayment of duly contracted loans;
- (d) Proceeds of the transfer or complete or partial liquidation of the investment, including appreciation of the invested capital;
- (e) The compensation for dispossession or loss provided for in article 5, paragraphs 2 and 3, above.

Nationals of each Contracting Party who have been authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate proportion of their remuneration.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be carried out without delay at the regular official rate of exchange applicable on the date of transfer.

Article 7

Any dispute relating to investments between one Contracting Party and a national or company of the other Contracting Party shall, as far as possible, be settled amicably between the two parties concerned.

If any such dispute cannot be settled within six months of the time when a claim is made, the dispute shall, at the request of the investor, be submitted for arbitration to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), established by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, signed at Washington on 18 March 1965.¹

Article 8

1. Insofar as the regulations of one Contracting Party provide for guaranteeing external investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by nationals or companies of that Party in the territory or maritime zone of the other Party.

2. The guarantee referred to in the preceding paragraph shall not be available for investments by nationals and companies of one Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Party unless the investments have been granted prior approval by the latter Party.

3. When one Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment in the territory or maritime zone of the other Party, makes payments to one of its own nationals or companies, it shall thereby be subrogated to the rights and shares of the said national or company.

4. Such payments shall be without prejudice to the right of the beneficiary of the guarantee to have recourse to ICSID or to pursue actions brought before that body until the procedure has been completed.

Article 9

Investments which have been the subject of a specific undertaking by one Contracting Party vis-à-vis nationals and companies of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of that undertaking, insofar as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

Article 10

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through the diplomatic channel.

2. If a dispute cannot be settled within six months of the time when a claim is made by one Contracting Party, it shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

3. The tribunal shall, in each separate case, be constituted as follows: each Contracting Party shall designate one member, and the two members shall, by agreement, designate a national of a third State, who shall be appointed Chairman of the Tribunal by the two Contracting Parties. All the members shall be appointed

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 575, p. 159.

within two months of the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits established in paragraph 3 above are not observed, one Contracting Party shall, in the absence of any other agreement, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the most senior Under-Secretary-General shall, provided that he is not a national of either Contracting Party, make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and binding on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its award at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking particular circumstances into consideration, the costs of arbitration, including leave for the arbitrators, shall be divided equally between the Contracting Parties.

Article 11

Each Party shall notify the other of the completion of the respective internal procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take place one month after the date of receipt of the last such notification.

The Agreement is concluded for an initial period of 10 years. It shall remain in force thereafter unless one year's notice of termination is given through the diplomatic channel by either Party.

Upon expiry of the validity of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 20 years.

Article 12

This Agreement shall, upon its entry into force, annul and replace the Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Socialist Republic of Romania on the Reciprocal Encouragement, Protection and Guarantee of Investments, signed at Paris on 16 December 1976.¹

DONE at Paris on 21 March 1995, in two originals, each in French and Romanian, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:
EDMOND ALPHANDÉRY

For the Government
of Romania:
FLORIN GEORGESCU

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1111, p. 69.

PROTOCOL

During the signature today of the Agreement between the Government of the French Republic and the Government of Romania on the Reciprocal Promotion and Protection of Investments, the Contracting Parties also agreed on the following provisions, which shall form an integral part of the Agreement:

With regard to article 3:

Any restriction on the purchase and transport of raw materials, of ancillary, energy and fuel products and of any means of production and operation of any kind, any impediment to the sale and transport of goods within the country and abroad, and any other measures having a similar effect, shall be regarded as *de jure* or *de facto* impediments to just and equitable treatment.

For the Government
of the French Republic:

EDMOND ALPHANDÉRY

For the Government
of Romania:

FLORIN GEORGESCU
